Notaría de Molina Sitanz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE
09 JUIN 2011
DEPOT N° 17742

90 36 39
ASIENTO Nº 6639
Libro indicador Nº 9

PROJET COMMUN D'APPORT PARTIEL D'ACTIF DE FRANFINANCE, S.A. EN FAVEUR DE

SG EQUIPMENT FINANCE IBERIA, S.A.

Notaría de D. Fernando Molina Stranz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Projet commun d'Apport Partiel d'Actif

Le présent projet commun d'Apport Partiel d'Actif est conclu entre les soussignées ·

1. **Franfinance SA,** société anonyme de droit français au capital de 31.357 776,00 €, 57-59 avenue de Chatou – 92500 Rueil Malmaison, dont le numéro d'identification unique est le 719 807 406 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 1990 B 03659 (« **Franfinance ou la Société Apporteuse** »),

2. **SG Equipment Finance Iberia SA,** société anonyme de droit espagnol au capital de 61.000 €, dont le siège social est Madrid, calle Caleruega, 81, 6º, dont le numéro d'identification fiscale A-86106838 e immatriculée au Registre du commerce de Madrid au tome 28.492, 8ème section, folio 101, feuillet M512951, 1ère inscription (« **SGEF Iberia ou la Société Bénéficiaire** »).

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

La Société Apporteuse et la Société Bénéficiaire étant ci-après désignées ensemble les "**Parties**" ou individuellement une "**Partie**".

Notaría de D. Fernando Molina Sirvent
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

INTRODUCTION

La Société Apporteuse souhaite apporter à la Société Bénéficiaire, l'activité exercée par sa succursale espagnole constituant une branche complète et autonome d'activité de « Financement d'équipements industriels sous forme de prêts moyen terme et de leasing » par voie d'apport partiel d'actifs (ci-après « **l'Apport** »). La branche complète et autonome d'activité transférée par Franfinance par voie d'apport partiel d'actifs, comprend les éléments décrits au point 3 ci-après se rattachant à la succursale apportée (ci-après « **la Succursale Apportée** »), que la Société Bénéficiaire acquiert, par transmission à titre universel. La Société Apporteuse, recevra en contrepartie de l'Apport, des actions de la Société Bénéficiaire, qui, à cet effet, augmentera son capital social.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

La Succursale Apportée, objet du transfert, avec tous ses actifs et passifs, obligations contractuelles et éléments incorporels et corporels lui permettant d'agir de manière autonome et de fonctionner par ses propres moyens, constitue une branche complète et autonome d'activité.

Motifs et but de l'opération

Franfinance et SGEF Iberia sont détenues indirectement par Société Générale S.A., société de droit français, dont le siège est établi au 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 120 222, et font à ce titre partie du même groupe de sociétés Société Générale.

Les dirigeants du groupe Société Générale dont font partie Franfinance et SGEF Iberia ont entrepris la restructuration des activités de Franfinance en Espagne.

En effet, à la demande de la Direction des Services et Financements Spécialisés du groupe Société Générale (DSFS/DIR), la ligne-métier SG Equipment Finance (SGEF) a engagé la refonte juridique

de l'organigramme de SGEF et plus particulièrement de Franfinance / Financement aux Entreprises (FAE) (« **projet MOVE** »).

Le projet MOVE vise à rattacher juridiquement les entités du dispositif étranger de Franfinance, qui relèvent toutes de la ligne-métier SGEF, à l'organigramme juridique SGEF, afin de parfaire l'alignement des structures juridiques et des lignes hiérarchiques opérationnelles. Est notamment concernée par ce projet la Succursale Apportée.

Le rattachement des entités étrangères de Franfinance vise ainsi à homogénéiser les structures juridiques de la ligne-métier en les raccrochant à la holding de participations, créée lorsque la ligne-métier SGEF a pris son indépendance. Cette standardisation constitue un préalable à une gestion plus rationnelle des participations de la ligne-métier et, au-delà, à une homogénéisation des processus et procédures de la ligne-métier en vue d'une meilleure efficacité et flexibilité.

Par ailleurs, ce projet vise à permettre à Franfinance de se recentrer complètement sur ses cœurs de métier qui concernent les marchés français où cette filiale française doit concentrer ses moyens. Symétriquement, il est logique que la supervision et le développement des entités étrangères de Franfinance soient désormais exclusivement repris par la ligne-métier SGEF, dont c'est la raison d'être.

La présente opération s'inscrit donc dans le cadre de la restructuration des activités du groupe Société Générale en Espagne.

Cet exposé étant fait, les soussignées, es-qualités, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, établissent comme suit, par les présentes, l'apport partiel d'actif fait par Franfinance à SGEF Iberia.

1.1.- Législation applicable

1 1.1 En ce qui concerne la législation espagnole, la scission des sociétés commerciales est régulée par la Loi 3/2009 du 3 avril 2009 relative aux modifications structurelles des sociétés commerciales (ci-après, la "**LME**"), et plus particulièrement par les dispositions du Titre III ainsi que par le

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Chapitre II du Titre II de la LME portant sur les fusions transfrontalières intracommunautaires (applicable aux apports conformément à ce que prévoit l'article 73.1 de la LME, avec les exceptions contenues dans le Chapitre II, du Titre III de la LME).

Conformément à l'article 73.2 de la LME, l'Apport auquel participent des sociétés de différentes nationalités sera régi par les lois personnelles respectives de chacune des sociétés. A cet égard, attendu que Franfinance est une société de nationalité française et SGEF Iberia une société de nationalité espagnole, le présent Apport sera régi tant par la législation française (pour les aspects concernant Franfinance) que par la législation espagnole (pour les aspects concernant SGEF Iberia).

1 1.2. En ce qui concerne la législation française, l'Apport sera placé sous le régime juridique des scissions prévu par les dispositions des articles L. 236-16 à L. 236-21 du Code de commerce, Franfinance et SGEF Iberia faisant usage de la faculté prévue par l'article L.236-22 dudit code.

En outre, il est précisé que:

- l'Apport constitue une transmission universelle des éléments actifs et passifs composant la Succursale Apportée et, en conséquence, tout élément omis qui se rattacherait de façon prépondérante à la Succursale Apportée serait compris dans l'Apport ;- du seul fait de la réalisation de l'Apport et de la transmission universelle de la Succursale Apportée qui en résultera, l'ensemble des actifs et passifs ainsi que des engagements hors bilan et sûretés qui y sont rattachés, compris dans la Succursale Apportée, seront transférés à la Société Bénéficiaire dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation de l'Apport telle que définie ci-après.

Franfinance restera solidaire de SGEF Iberia pour le paiement du passif transféré.

1.2.- Objet

En vertu des dispositions prévues dans la LME et par le Code de commerce français, en tant que document préalable obligatoire et de préparation de l'Apport, les administrateurs des sociétés participantes doivent rédiger et souscrire un projet commun d'Apport (ci-après le "**Projet commun d'Apport** " ou le "**Projet d'Apport** ").

Notaría de D. Fernando Molina Sitaz NIHIL PRIUS FIDE MADRID
ASIENTO Nº 662 Libro indicador Nº 9

En application des obligations formelles de la procédure d'apport, Franfinance et SGEF Iberia ont rédigé et souscrivent le présent Projet commun d'Apport, lequel contient les mentions visées aux articles 31, 59.2 et 74 de la LME ainsi que les mentions visées à l'article R.236-1 du Code de commerce français.

Par conséquent, le présent document entend établir les bases de l'Apport, qui consistera dans le transfert en totalité, par transmission à titre universel, d'une partie du patrimoine de Franfinance, consistant dans tous les éléments d'actif et passif affectés à l'activité réalisée actuellement par la succursale espagnole de Franfinance, sans dissolution de Franfinance, en faveur de SGEF Iberia, laquelle acquerra, par transmission à titre universel, la totalité desdits éléments

L'activité de la Succursale Apportée consiste dans la réalisation (i) de tout type d'opérations qui sont le propre d'un établissement financier de crédit (ci-après, "**EFC**") conformément à l'article 1 du Décret royal 692/1996, du 26 avril, aux termes duquel est mis en application le régime juridique des établissements financiers de crédit en Espagne (ci-après, le "**RD 692/1996**"), et (ii) des opérations afférentes, sans autres limitations que celles qui sont établies pour une banque étrangère par la législation espagnole applicable.

Franfinance réalise ses activités financières sous la supervision des organismes de régulation français et la Succursale Apportée réalise ses activités financières sous la supervision des organismes de régulation espagnols.

De même, SGEF Iberia a pour objet social la réalisation d'une ou plusieurs des activités propres d'un EFC conformément au RD 692/1992.

L'intention de SGEF Iberia est d'exercer les activités d'un EFC en tant qu'entité régulée et assujettie à la supervision de la Banque d'Espagne, et à ce titre, elle a présenté auprès du Ministère de l'Economie et des Finances espagnol, en date du 2 février 2011, une requête formelle en vue de l'obtention du statut d'établissement financier de crédit, lui permettant d'exercer les activités d'un établissement de crédit (ci-après, l'"**Autorisation EFC**"). A la date de signature du présent Projet d'Apport, l'Autorisation EFC est en cours d'examen.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

La présente opération d'Apport ne pourra être définitivement réalisée avant l'obtention par SGEF Iberia de l'Autorisation EFC.

1.3.- Conditions suspensives

Les Parties sont convenues de soumettre l'Apport aux conditions suspensives suivantes .

- réalisation préalable de la réduction du capital de SGEF Iberia telle que prévue ci-après ;
- délivrance préalable de la part du Ministère de l'Economie et des Finances de l'Autorisation EFC en faveur de SGEF Iberia ;
- enregistrement de l'Apport par le Registro du Commerce de Madrid.

L'Apport deviendra définitif à la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives susvisées (ci-après « **la Date de Réalisation**»). A défaut de réalisation de l'opération marquant la Date de Réalisation au plus tard le 31 décembre 2011, le présent Projet d'Apport serait considéré de plein droit comme caduc (sauf prorogation entre les Parties) et dépourvu d'effets juridiques, tant en France qu'en Espagne sans qu'aucune indemnité ne soit due de part ni d'autre.

Notaria de D. Fernando Molina Sáenz MADRID NIHIL PRIUS FIDE

ASIENTO Nº 662 Libro Indicador Nº 9

IDENTIFICATION DES SOCIETES PARTICIPANT A L'APPORT

2.1.- Société Apporteuse

Franfinance S.A., "*société anonyme*", de nationalité française, dont le siège social est situé en France, 92853 Rueil Malmaison, 57-59 Avenue de Chatou.

Franfinance a été constituée le 29 septembre 1971 et arrivera à son terme le 13 octobre 2070 sauf dissolution anticipée ou prorogation. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 719.807.406.

Son capital s'élève à 31.357 776,00 euros, divisé en 1.959.861 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées.

Les actions de Franfinance ne sont pas admises aux négociations sur un marché règlementé.

Franfinance n'a émis aucune obligation, ni aucune valeur mobilière donnant accès à son capital.

Son exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

- Franfinance a pour objet social tant en France qu'à l'étranger sous quelque forme que ce soit, directement ou par voie d'engagement par signature , la réalisation de toutes opérations de crédit ou assimilées portant sur des biens mobiliers quelconques à usage des particuliers et sur les biens d'équipement y inclus notamment

  ⇒ toutes opérations de crédit-bail mobilier de tous biens professionnels et véhicules ,

  ⇒ toutes opérations de location assorties d'une option d'achat ,

  ⇒ toutes opérations de crédit à moyen terme ,

- octroyer exclusivement dans le cadre d'opérations de consolidation de crédits, des crédits immobiliers sous forme amortissable, au profit d'une clientèle de particuliers;
- la réception du public de fonds à plus de deux ans de terme ,
- l'octroi de prêts personnels ;
- la gestion de moyens de paiement, notamment de cartes de paiement ;
- le courtage d'assurances ,
- octroyer des crédits immobiliers visant à l'installation de centrales photovoltaïques.

Franfinance peut également effectuer, à titre habituel, toutes autres opérations connexes à son activité principale ; elle peut en outre, dans les conditions définies par le Comité de la Réglementation Bancaire ·

- prendre et détenir des participations dans des entreprises existantes ou en création,
- effectuer à titre habituel toutes autres opérations que celles énumérées ci-dessus.

De façon générale, Franfinance peut effectuer pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement, le tout conformément aux textes régissant l'activité des établissements de crédit.

Franfinance exerce son activité en Espagne à travers la Succursale Apportée, qui a été constituée le 20 janvier 1999, et est inscrite au Registre du Commerce de Madrid, au tome 13.803, folio 115, feuillet M-225554.

2.2.- Société Bénéficiaire

SG Equipment Finance Iberia, S.A., société anonyme, de nationalité espagnole, dont le siège est situé à Madrid, calle Caleruega, 81, 6ª, et Code d'Identification fiscale (CIF) nº A-86106838.

Elle a été constituée par acte passé devant le Notaire de Madrid Me María del Rosario Algora Wesolowski, en date du 23 décembre 2010, sous le numéro d'ordre 1.448 de son minutier.

Elle est inscrite au Registre du Commerce de Madrid, au tome 28.492, 8ème section, folio 101, feuillet M512951, 1ère inscription.

Son capital s'élève à 61.000 euros, divisé en 61 actions d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune de même catégorie et intégralement libérées. Pour permettre la libération de l'Apport, le capital de SGEF Iberia sera préalablement réduit à 8.340,60 euros par réduction de la valeur nominale des 61 actions de 1.000 à 136,73187 euros.

Les actions de SGEF Iberia ne sont pas admises aux négociations sur un marché règlementé.

SGEF Iberia n'a émis aucune obligation, ni aucune valeur mobilière donnant accès à son capital.

Son exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

SGEF Iberia a pour objet une ou plusieurs des activités ci-après:

a. les activités de prêt et crédit, incluant celles de crédits à la consommation, de crédits hypothécaires et de financement de transactions commerciales.
b. Les activités concernant les crédits qui lui sont cédés, les activités de factoring avec et sans recours et ses activités complémentaires, telles que la recherche et le classement de la clientèle, la comptabilisation des débiteurs et, en général toute autre activité contribuant à l'amélioration de l'administration, l'évaluation, la sécurité et le financement des crédits issus des échanges de commerce nationaux ou internationaux.
c. Les activités de crédit-bail, incluant notamment les activités complémentaires ci-dessus:
    (i) Activités d'entretien et garde des biens cédés.
    (ii) Concession de financement en rapport avec une opération de crédit-bail, présente ou future.
    (iii) Médiation et gestion des opérations de crédit-bail.
    (iv) Activités de location non financière assorties le cas échéant d'option d'achat.
    (v) Conseil en matière commerciale.
    (vi) L'émission et la gestion de cartes de crédit.
    (vii) L'octroi de cautions, garanties et souscriptions de conventions similaires.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

DESCRIPTION ET EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF QUI SONT APPORTES ET TRANSMIS À SGEF IBERIA

Consistance de l'Apport

Conformément aux dispositions visées à l'article 74.1 de la LME et aux dispositions de l'article R.236-3 du Code de commerce français, est joint en **Annexe 1.1** le bilan pro-forma de la Succursale Apportée clos au 31 décembre 2010, dans lequel sont identifiés les éléments de l'actif et du passif attachés à la Succursale Apportée.

Franfinance fait donc apport à SGEF Iberia, qui l'accepte, à titre d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, et sous les conditions stipulées à l'article 1.3, de l'ensemble des biens, droits et obligations composant la Succursale Apportée, à savoir l'ensemble des éléments détaillés ci-dessous, tels que lesdits éléments existeront à la Date de Réalisation, y compris le fonds de commerce relatif à la Succursale Apportée, en ce compris

(i) les moyens humains nécessaires pour réaliser les activités propres de la Succursale Apportée et qui sont constitués par les employés qui réalisent les activités apportées à la Société Bénéficiaire et

(ii) les obligations contractuelles dont la Succursale est titulaire en ce qui concerne lesdites activités.

Il est précisé que l'énumération ci-dessus n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'ensemble des éléments actifs et passifs liés à l'exploitation de la Succursale Apportée devant être transmis à la Société Bénéficiaire qu'ils soient ou non énumérés au présent Projet d'Apport et ce dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

A toutes fins utiles, il est précisé que sont exclus de l'Apport tous les autres éléments d'actif et/ou de passif de Franfinance ou de toute autre société appartenant au Groupe Société Générale.

Eléments d'actif apportés :

Il est tout d'abord rappelé que préalablement à la Date de Réalisation, Franfinance aura contribué à la Succursale Apportée une somme de 4567 milliers d'euros aux fins de reconstituer son actif net pro-forma qui était de -3183 milliers d'euros à fin décembre 2010 et de le porter au montant de 1384 milliers d'euros.

L'Apport comprend l'ensemble des éléments d'actif suivants, tels qu'ils figurent dans le bilan pro-forma de la Succursale Apportée au 31 décembre 2010 en valeur nette comptable joint en **Annexe 1.1**, plus la contribution ci-dessus mentionnée, à savoir (en milliers d'euros)

1 Immobilisations incorporelles	Valeur nette comptable au 31/12/2010 (en milliers €)
Concessions, brevets, autres droits	58
Fonds commercial	Néant
Autres immobilisations incorporelles	Néant
Total des immobilisations incorporelles	58

2. Immobilisations corporelles	Valeur nette comptable au 31/12/2010 (en milliers €)
Autres immobilisations corporelles	2313
Total des immobilisations corporelles	2313

3. Immobilisations financières	Valeur nette comptable au 31/12/2010 (en milliers €)
Autres titres de participations	Néant
Prêts	Néant
Autres immobilisations financières	Néant
Total des immobilisations financières	Néant

4. Créances	Valeur nette comptable au 31/12/2010 (en milliers €)
Créances clients et comptes rattachés	402083
Autres créances	1530+4567 = 6097
Total créances	403613 + 4567 = 408180

Comptes de régularisation	3781
Ecart de conversion actif	Néant

Total des éléments d'actif	409765 + 4567 = 414332

Passif pris en charge :

L'Apport est consenti et accepté moyennant la prise en charge par SGEF Iberia de l'intégralité des passifs afférents à la Succursale Apportée (à l'exclusion de tout autre passif), à savoir (en milliers d'euros), d'après le bilan pro-forma de la Succursale Apportée au 31 décembre 2010 en valeur nette comptable joint en **Annexe 1.1** :

Provisions et Dettes	Valeur nette comptable au 31/12/2010 (en milliers €)
Capitaux propres	(3183)+ 4567 = 1384
Provisions pour risques et charges	Néant
Dettes	411151
Comptes de régularisation	1797
Ecarts de conversion passif	Néant
Total du passif	409765 + 4567 = 414332

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Détermination de l'actif net apporté :

Des désignations et évaluations ci-dessus, il résulte que:

- les éléments d'actifs sont apportés par Franfinance pour une valeur de: 414332 milliers euros
- le passif pris en charge par SGEF Iberia s'élève à la somme de: 412948 milliers euros

L'actif net apporté par Franfinance s'élève donc à: 1384 milliers euros

Engagements hors bilan :

SGEF Iberia bénéficiera, le cas échéant, des engagements reçus par Franfinance au titre des biens et droits apportés, et se substituera à Franfinance, et sera seule tenue, dans la charge des engagements donnés par cette dernière au titre des biens et droits apportés.

Ces engagements sont décrits en **Annexe 1.2.**

PROPRIETE - JOUISSANCE

SGEF Iberia deviendra propriétaire et prendra possession des biens et droits objets de l'Apport à la Date de Réalisation, telle que définie au point 1.3 ci-dessus, et dans l'état où ils se trouveront à cette date, sans pouvoir exercer aucun recours au titre de l'Apport contre Franfinance (ou un de ses mandataires sociaux ou salariés) pour quelque cause que ce soit en vertu du présent Projet d'Apport.

Notaría de D. Fernando Molina Giraldez
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID
ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

D. Fernando Molina Stranz NIHIL PRIUS FIDE MADRID

BILANS DE REFERENCE POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'APPORT

En vertu de l'article 36 de la LME et de l'article R.236-3 du Code de commerce, le dernier bilan approuvé de Franfinance pourra être considéré comme comptes de référence pour l'Apport, à condition d'avoir été clos dans les six mois précédant le Projet d'Apport.

Les conditions de l'Apport ont donc été établies sur la base :

- du bilan pro-forma de la Succursale Apportée au 31 décembre 2010 en valeur nette comptable (telle que déterminée en application des méthodes exposées au point 12 ci-après) figurant en **Annexe 1.1** ;

- du bilan de Franfinance au 31 décembre 2010 figurant en **Annexe 2 ;**

- du bilan de SGEF Iberia au 31 décembre 2010 figurant en **Annexe 3**.

Il est prévu que l'approbation des comptes sociaux de Franfinance et de SGEF Iberia clos le 31 décembre 2010 par les actionnaires de Franfinance et par l'actionnaire unique de SGEF Iberia interviendra avant la décision de ces derniers concernant le présent Apport.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sáenz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

RAPPORT D'ECHANGE DE L'APPORT

Rémunération de l'Apport

Tel que spécifié dans le point 12 du Projet d'Apport, la valeur attribuée par les Parties à l'Apport se monte à un million trois cent quatre-vingt quatre mille (1.384 000 €), étant précisé que la valeur réelle de la Succursale Apportée s'élève à dix millions cent vingt-deux mille euros (10.122.000 €).

En contrepartie de l'Apport de la Succursale à SGEF Iberia par Franfinance, SGEF Iberia augmentera son capital social moyennant l'émission de 10.122 nouvelles actions, d'une valeur nominale de 136,73187 euros chacune (ci-après « **les Actions Nouvelles** »), sans prime d'émission - soit une augmentation de capital de un million trois cent quatre-vingt quatre mille (1.384.000 €), - qui seront attribuées intégralement à Franfinance, étant précisé que préalablement à l'Apport, SGEF Iberia aura procédé à une réduction de son capital par la diminution du nominal des 61 actions composant son capital de 1.000 euros à 136,73187 euros.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº9

Les Actions Nouvelles attribuées à Franfinance seront émises et entièrement libérées sous les conditions prévues à l'article 1.3 ci-dessus.

Le capital de SGEF Iberia sera donc augmenté de 1.384.000 euros pour être porté de 8.340,60 euros à 1.392.340,60 euros. Il sera alors divisé en 10.183 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 136,73187 euros chacune et toutes de même catégorie.

17

Notaría de D. Fernando Molina Sitanz
NIHIL PRIVS FIDE
MADRID

INCIDENCE DE L'APPORT SUR LES APPORTS EN INDUSTRIE OU SUR LES PRESTATIONS ACCESSOIRES DANS LES SOCIETES PARTICIPANTES ET OCTROI DE COMPENSATIONS AUX ACTIONNAIRES DES SOCIETES PARTICIPANTES

L'Apport n'a aucune incidence sur les apports en industrie ou sur des prestations accessoires de quelque type que ce soit et il ne doit pas être octroyé de compensation aux actionnaires de SGEF Iberia dans la mesure où, d'une part, aucune des sociétés participant à l'Apport n'est dissoute et, d'autre part, il n'existe pas d' « apports ni de prestations accessoires » dans aucune des sociétés participantes.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sáenz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

DROITS A OCTROYER AUX TITULAIRES D'ACTIONS OU DE DROITS SPECIAUX

Par suite de l'Apport, seule la Société Apporteuse recevra les Actions Nouvelles qui vont être émises par la Société Bénéficiaire en contrepartie de l'Apport.

Par conséquent, il ne sera pas octroyé de droits dans la Société Bénéficiaire à quiconque pourrait avoir des droits spéciaux dans la Société Apporteuse ou serait détenteur de titres autres que ceux qui sont représentatifs du capital ou options.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

DROITS A ATTRIBUER AUX EXPERTS INDEPENDANTS ET AUX ADMINISTRATEURS

Il n'est attribué aucun type d'avantages aux experts indépendants devant intervenir dans le cadre du Projet commun d'Apport.

Il n'est également attribué aucun type d'avantages aux membres des organes d'administration, de gouvernance, de direction, de surveillance ou de contrôle de chacune des sociétés participant à l'Apport.

Notaría de D. Fernando Molina S. Ruiz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID
ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Suárez
NIHIL PRIUS FIDE

DATE A PARTIR DE LAQUELLE LES TITULAIRES DE NOUVELLES ACTIONS AURONT DROIT AUX BENEFICES DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE

Par suite de l'Apport, SGEF Iberia procèdera à l'augmentation de son capital social, augmentation qui sera souscrite par Franfinance moyennant l'Apport non constitutif d'un apport en numéraire.

Franfinance, en tant que nouveau titulaire d'actions de SGEF Iberia aura droit aux bénéfices de SGEF Iberia dans les mêmes conditions que les autres actionnaires de SGEF Iberia et ce, à partir de la date d'émission des Actions Nouvelles.

ASIENTO Nº 992
Libro Indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sáenz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

DATE A PARTIR DE LAQUELLE L'APPORT AURA DES EFFETS COMPTABLES

Conformément aux dispositions contenues dans le Plan général de Comptabilité espagnol et l'article L.236-4 du Code de commerce français, l'Apport aura un effet rétroactif au 1er janvier 2011 En conséquence, toutes les opérations relatives à la Succursale Apportée et réalisées par la Société Apporteuse entre le 1er janvier 2011 et la Date de Réalisation seront considérées de plein droit, d'un point de vue comptable, comme l'ayant été au nom et pour le compte de la Société Bénéficiaire.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

STATUTS SOCIAUX DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE DE L'APPORT

Les Statuts sociaux de SGEF Iberia après l'Apport objet du présent projet sont joints en **Annexe 4**.

ASIENTO Nº 662
Indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sitanz MADRID NIHIL PRIUS FIDE

INFORMATION SUR L'ESTIMATION DE LA SUCCURSALE APPORTEE PAR LA SOCIETE APPORTEUSE EN FAVEUR DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE

Conformément aux dispositions du règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable Française, les Parties sont convenues de retenir comme valeur des éléments apportés par Franfinance leur valeur nette comptable au 31 décembre 2010.

Les Parties ont estimé la Succursale Apportée à une valeur d'un million trois cent quatre-vingt quatre mille euros (1.384.000 €).

La méthode utilisée pour déterminer la valeur de la Succursale Apportée et sa rémunération a été la valeur nette comptable des éléments d'actif et de passif.

Par ailleurs, pour calculer le rapport d'échange de l'Apport, les Parties ont retenu la valeur réelle de la Succursale Apportée qui s'élève à dix millions cent vingt-deux mille euros (10.122.000 €).

Afin de respecter l'article 77 LME, les administrateurs de SGEF Iberia solliciteront du Registre du Commerce de Madrid, la désignation d'un expert indépendant pour qu'il soumette un rapport sur le Projet Commun de Scission, qui en plus reflétera la valeur du patrimoine de la Succursale Apportée.

Par ailleurs, par application des dispositions de l'article L.236-10 du Code de commerce Français, Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Nanterre a désigné par ordonnance en date du 29 mars 2011, Monsieur Jean-Pierre Colle du cabinet Grant Thornton en qualité de commissaire à la scission qui sera chargé d'établir, sous sa responsabilité, un rapport écrit sur les modalités de l'Apport et de vérifier que les valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération sont pertinentes et que le rapport d'échange est équitable.

ASIENTO Nº 662 Libro Indicador Nº7

Notaría de D. Fernando Molina Sláinz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

DATES DES COMPTES UTILISÉS

Les comptes de la Société Apporteuse, de la Succursale Apportée et de la Société Bénéficiaire de l'Apport qui ont été utilisés pour établir les conditions de l'Apport, sont ceux clos au 31 décembre 2010, et sont joints en Annexes 1.1, 2 et 3.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sivatz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

CONSEQUENCES DE L'APPORT SUR L'EMPLOI, AINSI QUE SON EVENTUEL IMPACT SUR LES ORGANES D'ADMINISTRATION ET INCIDENCE, LE CAS ECHEANT, SUR LA RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Le présent Apport n'aura aucune conséquence sur l'emploi et n'aura pas d'impact sur les organes d'administration ni d'incidence sur la responsabilité sociale de l'entreprise.

Tous les contrats de travail en cours des salariés de Franfinance attachés à l'exploitation de la Succursale Apportée, seront transférés et se poursuivront donc avec SGEF Iberia à compter de la Date de Réalisation de l'Apport.

En vertu des dispositions de l'article 44 du Décret législatif royal 1/1994, du 24 mars, en vertu duquel est régulé le texte refondu de la Loi sur le Statut des Salariés, SGEF Iberia reconnaîtra à ces salariés tous les droits découlant de leurs relations professionnelles antérieures avec Franfinance dans le cadre de l'exploitation de la Succursale Apportée, qui est tenue en vertu de cette disposition de notifier ce changement aux représentants légaux des salariés.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

De même, et étant donné que les employés de Franfinance affectés à l'exploitation de la Succursale Apportée ne jouissent pas de droits de participation à la gestion de la Succursale Apportée, et que la Société Bénéficiaire n'est pas gérée sous le régime de la participation des salariés, il n'y a pas lieu de faire une mention quelconque conformément aux dispositions de l'article 59.2.2 de la LME.

RÉGIME FISCAL

Conformément aux dispositions de l'article 96 du Texte refondu de la Loi sur l'Impôt des Sociétés approuvé par le Décret législatif royal 4/2004, du 5 mars, il est précisé que la présente opération bénéficiera du régime de neutralité fiscale prévu au Chapitre VIII du Titre VII dudit Texte refondu ("*Régime spécial de fusions, scissions, apports d'actifs, échange de valeurs et changement de siège social d'une Société européenne ou d'une Société Coopérative européenne d'un Etat membre à un autre de l'Union européenne*").

A cet effet, il sera communiqué à l'Administration des Impôts espagnole l'option pour bénéficier du régime spécial dans les termes prévus dans lesdites dispositions législatives et à l'article 42 du Règlement de l'Impôt sur les Sociétés, approuvé par le Décret royal 1777/2004, du 30 juillet.

Les motifs qui justifient et couvrent l'application du régime de neutralité fiscale à l'Apport sont énoncés au point 1 du Projet de Traité.

Notaría de D. Fernando Molina Sitges
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID
ASIENTO Nº 662
Indicador Nº 9

STIPULATIONS DIVERSES

Formalités

Les Parties accompliront dans les délais légaux toutes formalités requises relatives à l'Apport.

La Société Bénéficiaire fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires devant toutes administrations compétentes, pour faire mettre à son nom les biens apportés et effectuera, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture l'Apport, ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Projet d'Apport et ses suites et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés Franfinance et SGEF Iberia, ès qualités, élisent domicile en leur siège respectif.

Langue

Le présent Traité a été rédigé et signé, à Madrid en huit (8) exemplaires dont quatre (4) en français et quatre (4) en espagnol.

SIGNATURE DU PROJET PAR LES ADMINISTRATEURS

1.- Conformément à ce qui est établi dans les articles 30 et 74 de la LME, les membres du Conseil d'Administration de SGEF Iberia ont autorisé la conclusion de ce Projet commun d'Apport lors de sa réunion en date du 30 Mai 2011 et Monsieur José Luis Martínez-Carande Rodríguez agissant au nom et pour le compte de tous les membres du Conseil d'Administration de SGEF Iberia a souscrit et entériné avec sa signature ce Projet commun d'Apport en huit (8) exemplaires le 1/6/2011 par devant le Notaire de Madrid M. Fernando Molina Stranz.

2.- Les membres du Conseil d'Administration de Franfinance ont autorisé la conclusion de ce Projet commun d'Apport lors de sa réunion en date du 30 Mai 2011 et Monsieur José-Miguel García Gárate en sa qualité de mandataire du directeur général de Franfinance a souscrit et entériné avec sa signature ce Projet commun d'Apport en huit (8) exemplaires le 1/6/2011 par devant le Notaire de Madrid M. Fernando Molina Stranz.

3.- Les membres des Conseils d'Administration de Franfinance et de SGEF Iberia DECLARENT également, conformément aux dispositions de l'article 30.2 de la LME qu'ils s'abstiendront de réaliser tout type d'acte ou de conclure tout type de contrat qui pourrait compromettre l'approbation du présent Projet d'Apport.

Notaría de D. Fernando Molina Stranz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID
ASIENTO Nº 6662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Stranz · NIHIL PRIUS FIDE · MADRID

SG Equipment Finance Iberia, S.A.

José Luis Martinez-Carande Rodríguez

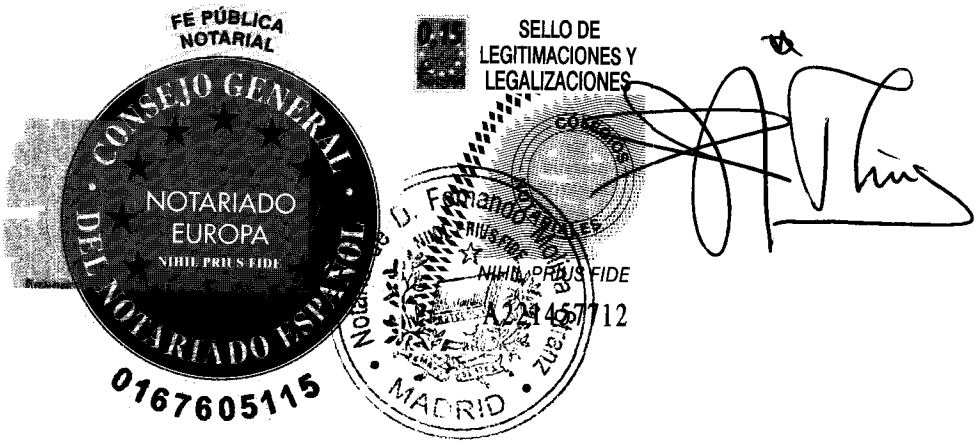
Franfinance, S.A.

José-Miguel García Gárate

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

TESTIMONIO DE LEGITIMACION DE FIRMA

Yo, **FERNANDO MOLINA STRANZ**, Notario del Ilustre Colegio de Madrid, con residencia en la Capital, entendiendo en lo pertinente el idioma en que está redactado el presente documento, DOY FE: que, por haber sido puestas en mi presencia, considero legítimas las firmas que anteceden, como de DON JOSE LUIS MARTINEZ-CARANDE RODRIGUEZ y DON JOSE MIGUEL GARCIA GARATE. Asiento número IX-662 de mi libro indicador. Quedan rubricados y sellados los otros cuarenta y cinco folios de que se compone el presente documento. **En Madrid, a uno de Junio de dos mil once.**----------



Notaría de D. Fernando Molina Stranz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Annexe 1.1

Bilan pro forma de la Succursale Apportée au 31 décembre 2010

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sainz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

FRANFINANCE, Sucursal en España

Balances de Situación al 31 de diciembre

ACTIVO	Nota	Miles de euros 2010	2009
Caja y depósitos en bancos centrales		**28**	
Cartera de negociación			
Depósitos en entidades de crédito			
Crédito a la clientela			
Valores representativos de deuda			
Instrumentos de capital			
Derivados de negociación			
Pro-memoria: Prestados o en garantía			
Otros activos financieros a valor razonable con cambios en pérdidas y ganancias			
Depósitos en entidades de crédito			
Crédito a la clientela			
Valores representativos de deuda			
Instrumentos de capital			
Pro-memoria: Prestados o en garantía			
Activos financieros disponibles para la venta			
Valores representativos de deuda			
Otros instrumentos de capital			
Pro-memoria: Prestados o en garantía			
Inversiones crediticias		**401.525**	
Depósitos en entidades de crédito		468	
Crédito a la clientela		402.083	
Valores representativos de deuda			
Pro-memoria: Prestados o en garantía			
Cartera de inversión a vencimiento			
Pro-memoria: Prestados o en garantía			
Ajustes a activos financieros por macro-coberturas			
Derivados de cobertura			
Activos no corrientes en venta		**2.218**	
Participaciones			
Entidades asociadas			
Entidades multigrupo			
Entidades del grupo			
Contratos de seguros vinculados a pensiones			
Activo material		**96**	
Inmovilizado material			
De uso propio			
Inversiones inmobiliarias			
Cedido en arrendamiento operativo			
Pro-memoria: Adquirido en arrendamiento financiero			
Activo intangible		**58**	
Fondo de comercio			
Otro activo intangible			
Activos fiscales		**3.922**	
Corrientes		575	
Diferidos		3.347	
Resto de activos		**892**	
TOTAL ACTIVO		**409.765**	

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

FRANFINANCE, Sucursal en España

Balances de Situación al 31 de diciembre



PASIVO	Nota	Miles de euros 2010
Cartera de negociación		-
Depósitos de entidades de crédito		-
Depósitos de la clientela		-
Débitos representados por valores negociables		
Derivados de negociación		
Posiciones cortas de valores		
Otros pasivos financieros		
Otros pasivos financieros a valor razonable con cambios en pérdidas y ganancias		
Depósitos de bancos centrales		
Depósitos de entidades de crédito		
Depósitos de la clientela		
Débitos representados por valores negociables		
Pasivos financieros a coste amortizado		**407.614**
Depósitos de bancos centrales		
Depósitos de entidades de crédito		405.678
Depósitos de la clientela		1.936
Débitos representados por valores negociables		
Pasivos subordinados		
Otros pasivos financieros		
Ajustes a pasivos financieros por macro-coberturas		
Derivados de cobertura		
Pasivos asociados con activos no corrientes en venta		
Provisiones		
Fondos para pensiones y obligaciones similares		
Provisiones para impuestos y otras contingencias legales		
Provisiones para riesgos y compromisos contingentes		
Otras provisiones		
Pasivos fiscales		
Corrientes		
Diferidos		
Resto de pasivos		**5.334**
TOTAL PASIVO		**412.948**

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

FRANFINANCE, Sucursal en España

Balances de Situación al 31 de diciembre



	Nota	Miles de euros 2010	2009
PATRIMONIO NETO			
Fondos propios		**(3.183)**	
Capital o fondo de dotación			
Escriturado			
Menos: Capital no exigido			
Prima de emisión			
Reservas		(4.610)	
Otros instrumentos de capital			
De instrumentos financieros compuestos			
Resto de instrumentos de capital			
Menos: Valores propios			
Resultado del ejercicio		1.427	
Menos: Dividendos y retribuciones			
Ajustes por valoración			
Activos financieros disponibles para la venta			
Coberturas de los flujos de efectivo			
Coberturas de inversiones netas en negocios en el extranjero			
Diferencias de cambio			
Activos no corrientes en venta			
Resto de ajustes por valoración			
TOTAL PATRIMONIO NETO		**(3.183)**	
TOTAL PATRIMONIO NETO Y PASIVO		**(409.765)**	
PRO-MEMORIA			
Riesgos contingentes			
Compromisos contingentes		**11.092**	
		-	**-**

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sitanz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Annexe 1.2

Engagements hors bilan

La Succursale Apportée a demandé à la Société Générale d'émettre à son bénéfice une garantie pour couvrir les engagements résultant des opérations signées par la Succursale Apportée et la société Europe Computer System.

En conséquence, la Société Générale s'engage irrévocablement et inconditionnellement, en qualité de garant à verser à première demande toutes les sommes qui pourraient être réclamées au titre de ces opérations pour un montant de garantie qui ne devra pas excéder 11.092.021 euros.

Cette garantie restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sirvaz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Annexe 2

Bilan de Franfinance, S.A. au 31 décembre 2010

BILAN SOCIAL 2010
(en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2010	31/12/2009
Caisse, banques centrales, CCP	34	34
Créances sur les établissements de crédit (Notes 1 et 27)	127.364	138.460
Créances sur la clientèle (Notes 2, 2 bis et 27)	2.380.299	2.398.416
Participations et autres titres détenus à long terme (Note 3)	7.685	7.685
Parts dans les entreprises liées (Note 4)	251.133	151.222
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées (Notes 5)	1.018.346	1.082.199
Opérations de location simple (note 5 bis)	168.309	181.624
Immobilisations incorporelles (Notes 6 et 6 bis)	10.058	9.253
Immobilisations corporelles (Notes 6 et 6 bis)	190	166
Autres actifs (Note 7)	38.231	64.060
Comptes de régularisation (Note 8)	9.797	9.660
TOTAL ACTIF	4.011.446	4.042.779

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

BILAN SOCIAL 2010
(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/2010	31/12/2009
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (Notes 9 et 28)	2.838.157	3.069.725
Comptes créditeurs de la clientèle (Notes 10 et 28)	36.406	35.951
Dettes représentées par un titre (Notes 11 et 28)	773.317	588.671
Autres passifs (Note 12)	69.105	110.430
Comptes de régularisation (Note 13)	55.537	53.625
Provisions (Note 14)	14.722	12.520
Capital souscrit (Note 15)	31.358	31.358
Primes d'émission (Note 15)	91.353	91.353
Réserves (Note 15)	9.775	9.775
Subvention d'investissement	942	799
Report à nouveau (Note 15)	15.056	14.913
Résultat de l'exercice (+/-) (Note 15)	75.719	23.659
TOTAL PASSIF	4.011.446	4.042.779

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sáenz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Annexe 3

Bilan de SG Equipment Finance Iberia, S.A. au 31 décembre 2010

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Notaría de D. Fernando Molina Sirenz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

SG EQUIPMENT FINANCE IBERIA S.A.

Balance de Situación al 31 de diciembre de 2.010

ACTIVO	2.010
I . Efectivo y otros activos líquidos equivalentes	61.000
Resto de activos	
TOTAL ACTIVO	61.000

PATRIMONIO NETO Y PASIVO	2.010
A) PATRIMONIO NETO	
A-1) FONDOS PROPIOS	
I. CAPITAL	61.000
Resto de pasivos	
TOTAL PATRIMONIO NETO Y PASIVO	61.000

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

Annexe 4

Statuts sociaux de la Société Bénéficiaire

Fernando Molina Sáenz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID
ASIENTO Nº 662
Libro Indicador Nº 9

Fernando Molina Suárez
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

ESTATUTOS DE LA SOCIEDAD SG EQUIPMENT FINANCE IBERIA, S.A.

TÍTULO I

DENOMINACIÓN, RÉGIMEN JURÍDICO, OBJETO, DOMICILIO SOCIAL Y DURACIÓN

Artículo 1.- Denominación social y régimen jurídico.

La sociedad se denominará SG Equipment Finance Iberia, S.A. y se regirá por los presentes estatutos, por la Ley de Sociedades de Capital, así como por las demás normas que en cada momento le sean de aplicación.

Artículo 2.- Objeto social.

La sociedad tendrá por objeto una o varias de las siguientes actividades:

a. Las de préstamo y crédito, incluyendo crédito al consumo, crédito hipotecario y la financiación de transacciones comerciales.

b. Las de factoring con o sin recurso, y las actividades complementarias de la misma, tales como las de investigación y clasificación de la clientela, contabilización de deudores y, en general, cualquier otra actividad que tienda a favorecer la administración, evaluación, seguridad y financiación de los créditos nacidos en el tráfico mercantil nacional o internacional, que les sean cedidos.

c. Las de arrendamiento financiero, con inclusión de las siguientes actividades complementarias:

   (i) Actividades de mantenimiento y conservación de los bienes cedidos.
   (ii) Concesión de financiación conectada a una operación de arrendamiento financiero, actual o futura.
   (iii) Intermediación y gestión de operaciones de arrendamiento financiero.
   (iv) Actividades de arrendamiento no financiero que podrán complementar o no con una operación de compra.
   (v) Asesoramiento e informes comerciales.
   (vi) La emisión y gestión de tarjetas de crédito.
   (vii) La concesión de avales, garantías y suscripción de compromisos similares.

ASIENTO Nº 662
Libro Indicador Nº 9

Artículo 3.- Domicilio social.

El domicilio social se fija en la calle Caleruega, 81, 6A, Madrid.

El Consejo de Administración podrá trasladar el domicilio social a cualquier otro lugar dentro del mismo término municipal, así como crear, suprimir o trasladar delegaciones, sucursales o representaciones en los lugares que tenga por conveniente dentro del territorio nacional, con la consecuente modificación de los presentes estatutos.

Artículo 4.- Duración de la sociedad y comienzo de sus actividades.

La duración de esta sociedad será indefinida y dará comienzo a sus operaciones el día de su constitución.

TÍTULO II

CAPITAL SOCIAL

Artículo 5.- Capital social.

El capital social queda fijado en 1.392.340,60 euros, representado por 10.183 acciones nominativas, de 136,73187 de valor nominal cada una de ellas, numeradas correlativamente del 1 al 10.183, ambas inclusive, extendidas conforme a las disposiciones en vigor, íntegramente suscritas y desembolsadas en su totalidad.

Artículo 6.- Características de las acciones y derechos inherentes a las acciones.

Las acciones se representarán por medio de títulos nominativos.

Las acciones son indivisibles. Los copropietarios habrán de designar una sola persona para el ejercicio de los derechos de socio, y responderán solidariamente frente a la sociedad de cuantas obligaciones deriven de la condición de accionista.

La acción confiere a su titular legítimo la condición de socio y le atribuye los derechos que le reconoce la ley y los presentes estatutos, y en especial:

a. El de participar en el reparto de las ganancias sociales y en el patrimonio resultante de la liquidación.
b. El de asistir y votar en las Juntas Generales, y el de impugnar los acuerdos sociales.
c. El de información.
d. El de suscripción preferente de nuevas acciones o de obligaciones convertibles en acciones, salvo lo dispuesto en el artículo 308 de la Ley de Sociedades de Capital.

Artículo 7.- Transmisibilidad de acciones.

Los accionistas podrán transmitir las acciones, tanto inter vivos como mortis causa, libremente y sin sujeción a restricciones que limiten o condicionen dicha transmisibilidad

TÍTULO III

RÉGIMEN Y ADMINISTRACIÓN DE LA SOCIEDAD

Notaría de D. Fernando Molina Sainz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Artículo 8.- Órganos de la sociedad.

La sociedad se regirá y administrará por la Junta General de accionistas y por el Consejo de Administración.

SECCIÓN PRIMERA

De la Junta de accionistas

Artículo 9.- Junta General ordinaria.

Los accionistas, constituidos en Junta General debidamente convocada, decidirán por mayoría en los asuntos propios de la competencia de la Junta. Todos los accionistas, incluso los disidentes y los que no hayan participado en la reunión, quedan sometidos a los acuerdos de la Junta General.

La Junta General ordinaria, previamente convocada al efecto, se reunirá necesariamente dentro de los seis primeros meses de cada ejercicio, para censurar la gestión social, aprobar, en su caso, las cuentas del ejercicio anterior y resolver sobre la aplicación del resultado.

ASIENTO Nº 662
Indicador Nº 9

Artículo 10.- Junta extraordinaria.

Toda Junta que no sea la prevista en el artículo anterior tendrá la consideración de Junta General extraordinaria.

Estas últimas se celebrarán cuando las convoque el Consejo de Administración, siempre que lo estime conveniente a los intereses sociales o cuando lo solicite un número de accionistas titulares de, al menos, un cinco por ciento del capital social, expresando en la solicitud los asuntos a tratar en la Junta, procediendo en la forma determinada en la Ley de Sociedades de Capital. No obstante, la Junta General, aunque haya sido convocada con el carácter de ordinaria, podrá también deliberar y decidir sobre cualquier asunto de su competencia que haya sido incluido en la convocatoria en los términos establecidos en la Ley de Sociedades de Capital.

Artículo 11.- Junta Universal.

No obstante lo dispuesto en los artículos anteriores, la Junta General se entenderá convocada y quedará válidamente constituida para tratar cualquier asunto siempre que concurra todo el capital social y los asistentes acepten por unanimidad la celebración de la Junta.

Artículo 12.- Régimen de convocatoria.

La Junta General deberá ser convocada mediante anuncio publicado en el Boletín Oficial del Registro Mercantil, y en uno de los diarios de mayor circulación en la provincia de Madrid, por lo menos un mes antes de la fecha fijada para su celebración, salvo en los casos en que la Ley establezca una antelación mayor.

El anuncio expresará la fecha de la reunión en primera convocatoria y todos los asuntos que han de tratarse. Podrán hacerse contar, asimismo, la fecha en la que, si procediere, se reunirá la Junta en segunda convocatoria. Entre la primera y la segunda reunión deberá mediar, por lo menos, un plazo de veinticuatro (24) horas.

En el caso de Junta General Ordinaria y en los demás casos establecidos por la Ley, el anuncio indicará, además, lo que proceda respecto del derecho de los accionistas a examinar en el domicilio social y a obtener, de forma inmediata y gratuita, los documentos íntegros que han de ser sometidos a la aprobación de la misma y, en su caso, el informe o los informes legalmente previstos, así como el derecho a pedir la entrega o el envío gratuito de dichos documentos.

El anuncio de la convocatoria será firmado por quien tenga facultad de certificar los acuerdos del Consejo de Administración.

Los accionistas que representen, al menos, un cinco por ciento (5%) del capital social, podrán solicitar que se publique un complemento a la convocatoria de la Junta General incluyendo uno o más puntos en el orden del día, en los términos establecidos en la Ley.

Artículo 13.- Régimen de asistencia y representación.

Todos los accionistas podrán asistir a las Juntas Generales.

Será requisito esencial para asistir a la Junta, que el accionista tenga inscrita la titularidad de sus acciones en el Libro Registro de acciones de la sociedad con cinco (5) días de antelación den que haya de celebrarse la misma.

Todo accionista que tenga derecho a asistir podrá hacerse representar en la Junta General por medio de otra persona, aunque ésta no sea accionista, en la forma y con los requisitos establecidos en los artículos 184 a 187 de la Ley de Sociedades de Capital.

El Consejo de Administración deberá asistir a las Juntas Generales.

Podrán asistir a la Junta General los Directores, Gerentes, Técnicos y demás personas que tengan interés en la buena marcha de los asuntos sociales.

El Consejo de Administración, podrá autorizar la asistencia de cualquier otra persona que juzgue conveniente. La Junta podrá revocar esta autorización.

Asimismo, los accionistas podrán asistir a las reuniones de la Junta General utilizando medios electrónicos o telemáticos de comunicación a distancia, siempre que, por permitirlo el estado de la técnica, así lo acuerde el Consejo de Administración, quien indicará en la convocatoria los medios utilizables a tal fin, por reunir las condiciones de seguridad exigibles para garantizar la identidad de los accionistas, la efectividad de sus derechos y el correcto desarrollo de la reunión.

En la convocatoria se describirán los plazos, formas y modos de ejercicio de los derechos de los accionistas previstos por los Administradores para permitir el ordenado desarrollo de la Junta.

La asistencia de los accionistas por medios telemáticos a la Junta se ajustará a las siguientes reglas:

a) La conexión al sistema de seguimiento de la Junta deberá realizarse con la antelación que se indique en la convocatoria, con relación a la hora prevista para el inicio de la reunión. Transcurrida la hora límite fijada al efecto, no se considerará presente al accionista que inicie la conexión con posterioridad.

Notaría de D. Fernando Molina Sanz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

b) El voto de las propuestas sobre puntos comprendidos en el orden del día de la sesión podrá emitirse a partir del momento en que la Presidencia de la Junta declare su válida constitución y realice una indicación en tal sentido, y hasta la hora señalada al efecto por la Presidencia.

c) El voto de las propuestas sobre asuntos no comprendidos en el orden del día deberá emitirse en el intervalo de tiempo que señale al efecto la Presidencia, una vez que se formule la propuesta y se estime que la misma ha de ser sometida a votación.

d) Los accionistas asistentes a distancia conforme a este artículo podrán ejercer su derecho de información formulando las preguntas o solicitando las aclaraciones que consideren pertinentes, siempre que se refieran a asuntos comprendidos en el orden del día. Los Administradores podrán determinar en la convocatoria que las intervenciones y propuestas de acuerdos que, conforme a la Ley, tengan intención de formular quienes vayan a asistir por medios telemáticos, se remitan a la sociedad con anterioridad al momento de la constitución de la Junta. Las contestaciones a aquellos accionistas que asistan a la Junta de esta forma y que ejerciten su derecho de información en el curso de la reunión se producirán, por escrito, en el plazo de los siete días siguientes a la celebración de la Junta.

ASIENTO Nº 6662
Libro indicador Nº 9

Artículo 14.- Régimen de constitución.

La Junta General quedará válidamente constituida, en primera convocatoria, cuando los accionistas presentes o representados posean al menos el veinticinco por ciento (25%) del capital social suscrito con derecho a voto. En segunda convocatoria, será válida la constitución, cualquiera que sea el capital concurrente a la misma.

Para que la Junta General ordinaria o extraordinaria pueda acordar válidamente la emisión de obligaciones, la supresión o limitación del derecho de adquisición preferente de nuevas acciones, el aumento o la disminución del capital, la transformación, fusión o escisión de la sociedad, la cesión global de activo y pasivo, el traslado del domicilio al extranjero, y en general cualquier modificación de los Estatutos sociales será necesaria, en primera convocatoria, la concurrencia de accionistas presentes o representados que posean al menos el cincuenta por ciento del capital suscrito con derecho a voto. En segunda convocatoria, será suficiente la concurrencia del veinticinco por ciento (25%) de dicho capital, si bien, cuando concurran accionistas que representen menos del cincuenta por ciento (50%) del capital suscrito con derecho a voto, los acuerdos a que se refiere el presente párrafo sólo podrán ser adoptados válidamente con el voto favorable de los dos tercios del capital presente o representado en la Junta.

Artículo 15.- Celebración de la Junta.

Las Juntas Generales se celebrarán en la localidad donde la sociedad tenga su domicilio, y serán presididas por el Presidente del Consejo de Administración, y en caso de ausencia o imposibilidad de éste por el Vicepresidente, si lo hubiere, o, en su defecto, por le accionista titular del mayor número de acciones.

Actuará de Secretario el Secretario del Consejo de Administración, y, en caso de ausencia o imposibilidad de éste, por el Vicesecretario, si lo hubiere, y, en su defecto, por el que la propia Junta designe.

Sólo se podrá deliberar y votar sobre los asuntos incluidos en la convocatoria, salvo lo dispuesto en la Ley para el ejercicio de la acción de responsabilidad contra los administradores.

Corresponde al Presidente dirigir las deliberaciones, resolver las dudas sobre las listas de accionistas y el Orden del Día, conceder el uso de la palabra, determinar el tiempo de duración de las sucesivas intervenciones y, en general, todas las facultades que sean necesarias para la organización y funcionamiento de la Junta General de accionistas.

Los acuerdos se tomarán por mayoría de votos, presentes o representados, salvo que aquéllos que impliquen nuevas obligaciones de los accionistas, en cuyos supuestos se observará lo dispuesto en los correspondientes artículos de la Ley de Sociedades de Capital.

Artículo 16.- Actas de la Junta.

De las reuniones de las Juntas Generales se extenderá Acta en el Libro llevado al efecto. El Acta podrá ser aprobada por la propia Junta General o en su defecto, dentro del plazo de quince (15) días por el Presidente y dos (2) Interventores, uno en representación de la mayoría y otro por la minoría.

La formalización en instrumento público de los acuerdos sociales corresponden a las personas que tengan facultades para certificarlos con arreglo a lo dispuesto en el Reglamento del Registro Mercantil.

SECCIÓN SEGUNA

Del Consejo de Administración

Artículo 17.- Composición e incompatibilidades.

La sociedad estará regida y administrada por un Consejo de Administración que estará compuesto por un mínimo de tres y un máximo de 12 miembros, ostentando uno de ellos el cargo de Presidente (y en su caso, otro de sus miembros, el de Vicepresidente) que actuarán de forma colegiada, cuya designación corresponde a la Junta General por un plazo de cinco (5) años.

Para ser nombrado Administrador no se requiere la calidad de accionista de la sociedad, pudiendo ser designada, en consecuencia, cualquier persona física o jurídica con conocimientos y experiencia adecuados en materias financieras o de gestión empresarial, y ello aun cuando sean personas físicas que representen a las personas jurídicas que sean Consejeros, y que cumplan los requisitos legales establecidos especialmente para los Establecimientos Financieros de Crédito.

No podrán ser administradores las personas declaradas incompatibles por la Ley 12/1995, de 11 de mayo, y por la Ley 14/19995, de 21 de abril, de la Comunidad de Madrid, y en la Ley 5/2006, de 10 de abril, de regulación de los conflictos de interés de los miembros del Gobierno y de los altos cargos de la Administración General del Estado, y en general, toda persona que se encuentre afectada por cualquier tipo de prohibición o incompatibilidad legal.

El mero desempeño del cargo de Administrador no estará remunerado.

Los Administradores ejercerán su cargo por un periodo de cinco años, pudiendo ser reelegido, una o más veces, por periodos de igual duración máxima. Vencido el plazo, el nombramiento caducará cuando se haya celebrado la siguiente Junta General o haya transcurrido el término legal para la celebración de la Junta General.

Notaría de D. Fernando Molina Sánchez
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Artículo 18.- Funciones.

El Consejo de Administración ostenta la representación judicial y extrajudicial de la sociedad, pudiendo ejercer todos los derechos y contener y cumplir todas las obligaciones correspondientes a su giro o tráfico, estando facultado, en consecuencia, para realizar cualesquiera actos o negocios jurídicos de administración, disposición y dominio, salvo los reservados por la ley o los Estatutos a la competencia de la Junta General.

Sin perjuicio de los apoderamientos que el Consejo de Administración pueda conferir a cualquier persona, el propio Consejo de Administración podrá delegar todas o parte de sus facultades de rendición de cuentas y de presentación de balances a la Junta General, las facultades que ésta conceda al Consejero de Administración o que fuese expresamente autorizado por ella, y las demás que legalmente resulten indelegables.

El Consejo de Administración podrá designar y separa de su cargo a los Directores Generales o asimilados, cuyas facultades serán las que se determinen en la escritura de mandato que a tal fin se otorgará en la forma usualmente admitida en Derecho. Para ser nombrado Director General será preciso contar con los conocimientos necesarios en materias financieras y de gestión empresarial legalmente exigibles para el ejercicio de dicho cargo en los Establecimientos Financieros de Crédito.

El Consejo de Administración se regirá por un Reglamento que desarrollará los principios de actuación y las normas de régimen interno y su funcionamiento y regulará los derechos y los deberes de los Consejeros y las normas de conducta exigibles a los mismos, con el fin de garantizar la mejor administración de la sociedad.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9

TÍTULO IV

MODIFICACIONES ESTATUTARIAS

Artículo 19.- Modificaciones estatutarias.

Todo lo concerniente al aumento o reducción del capital social, así como a la modificación de los estatutos, se regirá por lo dispuesto en el Título VIII de la Ley de Sociedades de Capital,, así como por las demás normas legales que en cada momento le sean de aplicación.

TÍTULO V

EJERCICIO SOCIAL Y DISTRIBUCIÓN DE BENEFICIOS

Artículo 20.- Ejercicio social.

El ejercicio social se ajustará al año natural y, por tanto, se cerrará el 31 de diciembre de cada año.

Artículo 21.- Formulación de cuentas anuales.

El Consejo de Administración, dentro del plazo máximo de tres (3) meses contados a partir del cierre del ejercicio social formulará las cuentas anuales, abreviadas en su caso, el informe de gestión, consolidado en su caso, y la propuesta de aplicación del resultado, para, una vez revisados e informados por los Auditores de Cuentas, si procediese su intervención, ser presentados a la Junta General.

La confección, reglas de valoración, contenido, verificación, aplicación y publicación de los documentos se atendrá a lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital, Código de Comercio y cualquier otro precepto obligatorio.

A partir de la convocatoria de la Junta General destinada a la aprobación de las cuantas anuales, cualquier accionista podrá obtener de la sociedad, de forma inmediata y gratuita, los documentos señalados, sujetos en su caso a la aprobación y al informe de los Auditores.

En la convocatoria se hará mención a este derecho.

Una vez aprobadas las Cuentas Anuales, éstas, con los demás documentos y certificaciones, se depositarán en el Registro Mercantil del domicilio social, con observancia de lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital y en el Reglamento del Registro Mercantil.

Artículo 22.- Aplicación del resultado.

La Junta General resolverá sobre la aplicación del resultado de acuerdo con el Balance aprobado, distribuyendo dividendos a los accionistas en proporción al capital que hayan desembolsado, con cargo al beneficio del ejercicio, o a las reservas de libre disposición, una vez cubierta la reserva legal y las estatutarias, en su caso, determinando las sumas que juzgue oportuno para dotar los fondos de las distintas clases de reservas voluntarias que se acuerde, con observancia de las limitaciones legales y cumplimiento las disposiciones en defensa del capital social y respetando los privilegios de que gocen determinado tipo de acciones.

El Consejo de Administración podrá acordar la distribución de cantidades a cuenta de los dividendos, con las limitaciones y cumpliendo los requisitos establecidos en la Ley.

Artículo 23.- Designación de Auditores.

La Sociedad someterá a informe de auditoría sus estados financieros conforme a lo establecido en la legislación vigente.

La designación de los Auditores de cuentas habrá de realizarse en el plazo de seis meses desde el momento de su constitución y, en todo caso, antes del 31 de diciembre del primer ejercicio económico que haya de ser examinado, recaerá en alguna de las personas o entidades a que se refiere el artículo 6 de la Ley de Auditoría de Cuentas.

TÍTULO VI

DISOLUCIÓN DE LA SOCIEDAD

Notaría de D. Fernando Molina Sainz
NIHIL PRIUS FIDE
MADRID

Artículo 24.- Disolución y liquidación.

La sociedad se disolverá por acuerdo de la Junta General adoptado en cualquier tiempo y por las demás causas previstas en la Ley, cumpliéndose los requisitos establecidos por ésta.

Una vez disuelta la sociedad se abrirá el periodo de liquidación, salvo en los supuestos de fusión, escisión total, o cualquier otro de cesión global o parcial del activo y del pasivo en los que no proceda la liquidación de la sociedad.

La Junta General designará a los liquidadores de la sociedad, cuyo número será impar, con las atribuciones señaladas en la Ley de Sociedades de Capital, disposiciones complementarias, en su caso, y las demás conferidas por la Junta General de Accionistas, y señalará, en su caso, la retribución que hayan de percibir. Desde el momento en que la sociedad se declare en liquidación, el Consejo de Administración cesará en sus funciones por hacer nuevos contratos y contraer nuevas obligaciones, asumiendo los liquidadores las funciones a que se refieren los artículos 374 y siguientes de la Ley de Sociedades de Capital.

La Junta General de Accionistas conservará, a efectos de la liquidación, la totalidad de sus facultades hasta que se produzca la liquidación efectiva de la sociedad.

Artículo 25.- Reparto del activo resultante de la liquidación.

El activo resultante de la liquidación, después de satisfechos todos los acreedores o consignando el importe de sus créditos no vencidos, se repartirá entre los accionistas con arreglo a lo dispuesto por la Junta General y con observancia del modo preferente, de la disposición en la Ley.

ASIENTO Nº 662
Libro indicador Nº 9